



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

travail, emploi et santé : services déconcentrés

Question écrite n° 128311

Texte de la question

M. Dominique Baert attire l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi et de la santé sur la situation des services de l'inspection du travail de Roubaix-Tourcoing. Chassés de la tour Mercure à Tourcoing, où ils étaient implantés depuis plus de trente ans, par la présence d'amiante dans les locaux, ces services d'inspection ont été relogés (ou plutôt entassés) rue Gambetta à Lille dans les locaux de l'UT Nord-Lille de la DIRECCTE, sans grande considération pour le besoin des usagers du service public et pour les conditions de travail des agents. Ils seront temporairement installés à partir de février 2012 à Villeneuve-d'Ascq dans des locaux qui seront prochainement mis en vente par les domaines : les usagers et les agents sont donc condamnés à une nouvelle migration prévue pour fin 2012. Dans cette situation et dans le contexte de la RGPP, il n'est pas illogique que les agents concernés ne doutent que ces problèmes de locaux ne soient utilisés pour justifier la fermeture du site de l'inspection du travail de Roubaix-Tourcoing, pourtant service public de proximité tout à fait essentiel dans un bassin d'emploi tel que celui de Roubaix-Tourcoing ! Nombreuses sont les entreprises et les salariés du bassin d'emploi, lequel d'ailleurs s'adosse à plusieurs conseils de prud'hommes, ce qui souligne la densité de ces sujets de relations du travail, et donc l'extrême importance d'une écoute et d'une approche locales à travers des services publics de proximité. Certes, la RGPP incite, dramatiquement, le ministère du travail à rechercher une centralisation de ses services en diminuant le nombre de sites « détachés », par souci d'économies de coûts fixes de gestion. Mais l'éloignement géographique n'est pas toujours synonyme d'économies (ne serait-ce que par la croissance corrélative des frais et temps de déplacements), et de surcroît, la densité du tissu économique, les spécificités des métiers et des conventions sectorielles locales, plaident pour que Roubaix-Tourcoing-Wattrelos garde son échelon de proximité, et son inspection du travail de proximité. Il lui demande instamment d'y veiller, et de lui donner rapidement toutes assurances à cet égard.

Données clés

Auteur : [M. Dominique Baert](#)

Circonscription : Nord (8^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 128311

Rubrique : Ministères et secrétariats d'état

Ministère interrogé : Travail, emploi et santé

Ministère attributaire : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 février 2012, page 1236

Question retirée le : 19 juin 2012 (Fin de mandat)